

# Chypre: un navire turc tire en direction de garde-côtes chypriotes

Un navire turc a tiré vendredi des coups de semonce en direction d'un bateau des gardes-côtes chypriotes menant une opération contre l'immigration clandestine depuis la [Turquie](#) au large de la côte nord de l'île divisée, sur fonds de tensions croissantes entre Nicosie et Ankara.

Cet incident survient à quelques jours de la visite du président turc, [Recep Tayyip Erdogan](#), dans l'autoproclamée République turque de Chypre-Nord (RTCN). Celle-ci doit marquer le 47<sup>e</sup> anniversaire de l'invasion turc du tiers nord de l'île méditerranéenne en 1974, en réaction à un coup d'Etat de nationalistes chypriotes-grecs qui souhaitaient la rattacher à la [Grèce](#).

Les tirs se sont produits vers 03H30 (00H30 GMT) à quelque 11 milles nautiques (environ 20 km) du petit port de pêche de Kato Pyrgos, juste à l'ouest de la ligne de démarcation surveillée par l'[ONU](#) et séparant la RTCN de la [République de Chypre](#), membre de l'UE, a indiqué l'agence de presse chypriote CNA.

L'incident souligne le récent "comportement agressif" de la Turquie à l'égard de Chypre, a déclaré le porte-parole du gouvernement, Marios Pelekanos, à la télévision d'Etat. "Il n'y avait jamais eu d'incident de cette nature", a-t-il affirmé, ajoutant qu'il n'avait pas fait de blessés.

Des sources diplomatiques turques contactées par l'AFP ont elles démenti tout tir depuis un bateau turc ou de la RTCN contre un patrouilleur chypriote-grec.

Outre les tensions autour de la division de l'île, l'immigration clandestine vers Chypre, membre du bloc européen situé le plus à l'Est, est également un sujet épineux entre Nicosie et Ankara. D'après les autorités chypriotes, la plupart des migrants clandestins arrivent de la RTCN par la zone tampon.

## "Etat d'urgence"

Nicosie a intensifié ses patrouilles tant sur terre qu'en mer Méditerranée depuis que le gouvernement a déclaré "l'état d'urgence" en mai face à un afflux de migrants syriens qui a inondé ses centres d'accueil.

Réagissant à l'incident survenu dans la nuit, le porte-parole de la police chypriote, Christos Andreou, a déclaré que le patrouilleur menait dans ses eaux territoriales une

opération de surveillance contre l'immigration clandestine depuis la Turquie, quand il a été approché par le navire turc en provenance du nord de l'île.

"L'équipage de trois membres du patrouilleur, voyant les intentions des gardes-côtes turcs, a tenté d'éviter tout incident et s'est dirigé vers le port de pêche de Kato Pyrgos", a indiqué M. Andreou.

"A une distance de 4 milles nautiques (environ 7 km du port), le patrouilleur a reçu des coups de semonce des gardes-côtes turcs. Puis, les gardes-côtes turcs qui étaient proches des côtes (chypriotes) sont repartis en direction des territoires occupés" par la RTCN, a-t-il poursuivi.

Le mandat de l'ONU, qui n'a pas souhaité réagir dans l'immédiat, ne s'étend pas aux eaux territoriales de Chypre.

### **"Situation extrêmement difficile"**

Mardi, le président Recep Tayyip Erdogan doit se rendre à Varosha, ville-symbole de la division de Chypre, située au sud-est. La cité balnéaire, fuie par ses habitants chypriotes-grecs en 1974 est devenue une ville-fantôme, zone militaire sous contrôle direct d'Ankara, inaccessible derrière les barbelés.

Les autorités chypriotes-turques, soutenues par la Turquie, souhaitent la reconnaissance de deux Etats indépendants et égaux sur l'île. Les Chypriotes-grecs eux veulent la réunification de l'île sous forme d'Etat fédéral.

Les négociations sont au point mort depuis 2017. En avril, une tentative de relance des pourparlers organisée par l'ONU s'est soldée par un échec.

Chypre a aussi demandé l'aide de l'UE pour lutter contre les flux de migrants clandestins depuis la Turquie avant qu'ils n'atteignent l'île.

"Malgré les énormes efforts déployés par les autorités chypriotes pour gérer les flux migratoires disproportionnés, nous sommes toujours dans une situation extrêmement difficile", avait déclaré en juin le ministre de l'Intérieur, Nicos Nouris.

Selon lui, la division de l'île le long d'une ligne de cessez-le-feu de 180 km "créé des conditions uniques pour le développement de l'immigration clandestine".